

Impôt sur le revenu—Loi

Et ce n'est pas une surprise pour ceux qui ont la tâche peu enviable de faire le marché pour nourrir leur famille. L'an dernier, le coût des aliments a augmenté de 14.7 p. 100, celui du bœuf de 44.3 p. 100, celui du logement de 7.7 p. 100 et celui du fuel et des services publics de 12.5 p. 100.

Même le ministre des Finances a cessé de prédire que le coût de la vie n'augmentera que de 6 p. 100 cette année. Il sait que pour le seul mois d'avril, le coût des aliments a grimpé de 2.6 p. 100. Il sait qu'en vertu d'une décision gouvernementale, le prix du baril de pétrole augmentera de nouveau de un dollar le 1^{er} juillet prochain, et d'un autre dollar le 1^{er} janvier 1979. A elles seules, ces deux hausses accroîtront le coût de la vie de 2 à 2.5 p. 100.

Dans la ville d'où je viens, nos autorités provinciales et municipales ont heureusement tout fait pour maintenir le plus bas possible le coût du transport urbain. Jusqu'à récemment, le billet d'autobus coûtait 25c. Son prix a été haussé de 40 p. 100, de sorte qu'il coûte maintenant 35c. Il s'agit là d'une hausse importante pour les usagers de ce service. Voilà qui donne une petite idée de l'évolution du coût de la vie chez nous.

De par ses politiques, notre gouvernement détient le triste honneur de nous avoir donné l'un des plus hauts, voire le plus haut taux de chômage et d'inflation parmi les pays industrialisés du monde occidental. Toutefois, le ministre nous dit qu'il prévoit que la situation économique s'améliorera. Je me souviens de l'avoir entendu dire au cours de la période des questions qu'il s'attendait à ce qu'il y ait une augmentation de 5 p. 100 du produit national brut cette année. Le ministre a fait valoir des arguments qui, pour autant que je sache, ne sont pas acceptés par un seul analyste économique du pays. Tous, le Conseil économique, le Conference Board, l'Institut C. D. Howe, l'Institut de l'Université de Toronto, prévoient des augmentations entre 3 et 3.5 p. 100. Don McGillivray, qui s'est montré relativement précis dans ses analyses et ses prédictions, écrivait ce qui suit dans la livraison d'hier de la *Gazette* de Montréal:

● (2042)

Le produit intérieur réel constitue une assez bonne mesure de la croissance de l'économie... Il a baissé un tantinet en mars, au lieu d'augmenter, et en moyenne, au cours des trois premiers mois, il n'a augmenté que de 6/10 p. 100 comparativement au six mois précédents. Si cette tendance se maintient pendant toute l'année, la croissance sera un peu plus lente en 1978 quelle ne l'a été en 1977. La croissance de l'économie n'atteindra que la moitié de ce que le gouvernement fédéral avait prédit.

L'auteur de l'article passe ensuite à un aspect de l'économie qui a énormément plu au gouvernement, c'est à dire le commerce international. Il écrit:

Le Canada a réussi à exporter des biens pour 1.4 milliard de dollars de plus qu'il n'en a importé. Mais les nouvelles d'avril qui viennent d'être communiquées ne sont pas aussi bonnes. Les exportations ont augmenté d'environ 10 p. 100 mais les importations ont grimpé de presque 30 p. 100, ce qui fait que le surplus commercial a été le plus faible en cinq mois.

Voilà la situation. Le chômage est à la hausse. Le coût de la vie augmente très rapidement. Le programme anti-inflation du gouvernement qui a imposé des limites aux hausses salariales fera que pour la plupart des Canadiens, l'augmentation qu'ils obtiendront en 1978 ne leur permettra pas de vivre aussi bien qu'en 1977. Dans une situation comme celle-là, il ne suffit pas d'apporter de petits changements sans importance à la structure fiscale, de réduire l'impôt sur le revenu de \$100 comme on l'a fait en janvier ou en février, ou de réduire les taxes de vente de 3 p. 100 pendant six mois, mais il faut une forte incitation

qui puisse avantager les personnes dont les revenus se situent aux niveaux de revenu inférieur ou moyen. Jusqu'ici, on ne nous donne que plus d'expédients fiscaux qui touchent les personnes qui s'en tirent déjà fort bien, on encourage davantage le secteur privé à se lancer dans le logement, à investir dans la construction et le reste, et on donne plus de stimulant à l'industrie sous forme d'allocations d'amortissement accéléré et de défalcation fiscale pour la recherche scientifique, ce que la plupart des entreprises ne font pas, de toute façon, parce que les multinationales trouvent qu'il est plus avantageux de faire tout leur travail de recherche à leur siège social qui se trouve ordinairement aux États-Unis.

On a donné davantage à des sociétés déjà très prospères. Les impôts des sociétés qui n'ont pas été payés parce que les fonds avaient été placés dans des réserves s'élèvent maintenant à un montant global d'environ neuf milliards de dollars. En fait, c'est là une forme de prêt sans intérêt. Cependant, selon Statistique Canada, il y aurait plus de 300 personnes au Canada en 1976 ayant touché des revenus de \$50,000 ou plus, qui n'ont pas payé un sou d'impôt sur le revenu, à une époque où le gouvernement affirme qu'il ne peut réduire l'impôt sur le revenu ou affecter plus d'argent à la création d'emplois ou encore financer la construction de maisons de près de \$30,000 pour ceux qui ne peuvent acheter ou louer des maisons aux prix actuels.

A l'instar de bien d'autres, y compris le *Financial Times*, je dis que le budget et la motion modifiant la loi sur l'impôt qu'on nous demande d'adopter, sont un échec et resteront un échec, qu'ils ne répondront pas aux besoins de notre pays, n'infléchiront pas le taux de chômage qui va sans doute empirer, et ne changeront à peu près rien au taux d'inflation.

Ce à quoi il faut s'attendre, c'est davantage de chômage, davantage d'inflation provoqués surtout par un gouvernement qui ne sait plus ce qu'il veut, un gouvernement qui n'a jamais compris ni la nature de nos problèmes ni les solutions qui s'imposaient pour réduire le nombre de chômeurs et enrayer la montée en flèche du coût de la vie. Pour toutes ces raisons, je compte me prononcer contre la résolution budgétaire et continuer d'inciter le gouvernement à prendre des mesures aptes à régler nos problèmes de chômage et d'inflation, mesures qu'il a refusé de prendre jusqu'à présent.

M. Joe Clark (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma participation au débat de ce soir sera de courte durée. Non seulement je désire appuyer l'amendement du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) mais j'invite le gouvernement à l'appuyer et à le faire sans perdre de temps, afin que le Parlement puisse s'occuper d'autres choses pressantes et afin que le gouvernement puisse apporter les changements qu'il sait déjà devoir faire au bill C-56 pour le rendre acceptable à son propre caucus, à la Chambre et au gouvernement provincial du Québec.

La situation est claire. Le ministre des Finances (M. Chrétien) a commis une erreur très grave en proposant une mesure budgétaire qui requerrait l'accord des provinces sans avoir obtenu cet accord. C'était une erreur d'autant plus bête que la province dissidente était celle, et le ministre des Finances le savait, qui cherchait toutes les occasions possibles d'embarrasser le gouvernement fédéral et de miner la cause du fédéralisme.